

M. Carter: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. J'ai demandé hier pourquoi les producteurs, les pêcheurs eux-mêmes, ne sont pas représentés au sein de cette mission. Je ne crois pas que le ministre ait répondu à cette partie de la question.

L'hon. M. Hees: Comme je l'ai signalé, monsieur l'Orateur, la mission est formée de représentants de l'industrie. Ceux qui sont choisis sont ceux qui sont le mieux en mesure de juger la situation et de présenter un rapport constructif à l'industrie, afin de stimuler l'accroissement des ventes de ces produits dans la région.

Je me ferai un plaisir de discuter cette question avec l'honorable député après l'appel de l'ordre du jour, s'il le désire.

LA FONCTION PUBLIQUE

L'AGRICULTURE—INTERPELLATION AU SUJET DE L'ATTITUDE DES PRÉPOSÉS AUX RENSEIGNEMENTS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Lionel Chevrier (Laurier): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. A-t-il pris connaissance du rapport adressé au ministre de l'Agriculture et dans lequel on déclare que certains fonctionnaires du ministère répugnent à fournir des renseignements au public, sauf s'ils reçoivent des directives expresses de leurs supérieurs à cette fin, tandis que d'autres semblent faire fi du public. C'est ce qui ressort de l'enquête qu'a effectuée M. Harry M. Halliwell...

Le très hon. M. Diefenbaker: Quelle est la date?

L'hon. M. Chevrier: Je me fonde sur un article paru dans le *Globe and Mail* le 9 février, que je transmets au premier ministre. J'aimerais savoir s'il a quelque chose à nous communiquer au sujet de ce rapport.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, avant de commenter le rapport, je devrai le parcourir pour voir ce qu'il contient. Le député n'est pas sans savoir que le ministre de l'Agriculture est retenu chez lui par la maladie depuis bientôt trois semaines. Il ne fait pas de doute que l'affaire pourra être étudiée à son retour.

L'hon. M. Chevrier: Une question complémentaire. Si j'ai invité le premier ministre à commenter le rapport, c'est qu'on a rendu le document public. Je me demande s'il pourrait aussi vérifier un autre aspect du compte rendu et voir si le rapport en vient bel et bien à la conclusion que pareille situation est

intolérable en régime démocratique, notamment dans un ministère qui est chargé, aux termes de la loi, de recueillir et de disséminer les renseignements qui sont de nature à intéresser la population? J'aimerais que le premier ministre examine cet aspect du rapport qu'on aurait adressé au ministre de l'Agriculture.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, j'examinerai la question. Je n'ai pas encore pris connaissance du rapport. Il semble que le ministère a fait l'objet d'une enquête et que cette enquête a donné lieu à des propositions. Le rapport dont fait état l'honorable représentant a été préparé par quelqu'un qui s'est penché sur l'organisation générale des services d'information. Bien entendu, la commission Glassco a effectué des enquêtes analogues dans divers ministères.

INITIATIVES DE L'ADJOINT EXÉCUTIF DU MINISTRE D'ÉTAT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, je veux poser une question au ministre sans portefeuille (M. Halpenny). Me dira-t-il si son adjoint exécutif, M. George Mitches, est le même George Mitches qui est directeur du scrutin en vertu de la loi électorale du Canada? Si tel est le cas, le ministre estime-t-il que cette situation soit compatible avec la haute idée que nous nous faisons des élections?

L'hon. G. E. Halpenny (ministre sans portefeuille): Monsieur l'Orateur, j'ai appris la chose hier. Je croyais que M. Mitches avait donné sa démission il y a environ sept mois; il l'a donné ce matin.

LA DÉFENSE NATIONALE

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT EN FAIT D'ARMES NUCLÉAIRES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. A-t-il lu, dans le *Globe and Mail* du 9 février, que:

Les Nations Unies ont demandé au Canada—et ceci bien avant le 1^{er} avril et bien avant les élections générales—à quelles conditions il s'engagerait à ne pas accepter le dépôt d'armes nucléaires sur son territoire.

Le premier ministre peut-il nous donner son point de vue ou des explications sur cette nouvelle?

M. l'Orateur: A l'ordre! On a posé plusieurs questions déjà sur cette affaire et chaque fois j'ai fait remarquer qu'elles se rapportaient à